



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 13-16 novembre 2023

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 29 septembre 2023

WFP/EB.2/2023/6-A/6

Original: français

Rapports d'évaluation

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour Haïti (2018–2022)

Résumé

La présente évaluation porte sur le plan stratégique de pays provisoire de transition et le plan stratégique de pays établis par le PAM pour Haïti et couvre la période allant de janvier 2018 à juin 2022. Elle examine la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et la cohérence des interventions du PAM, ainsi que la mesure dans laquelle la problématique femmes-hommes, la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées y ont été prises en compte.

Les évaluateurs ont constaté que le travail mené par le PAM était pertinent au regard des priorités du Gouvernement, avec lequel il a établi une très bonne collaboration technique, en particulier dans le domaine de la protection sociale. Le PAM a pu s'adapter aux nombreuses crises ayant frappé le pays et aux défis croissants liés à l'insécurité, se positionnant comme un partenaire clé en matière de coordination et de logistique pour les acteurs humanitaires.

Les activités du PAM ont permis de répondre aux besoins immédiats et croissants des populations en situation d'urgence, mais la transition anticipée d'une assistance axée sur la survie à une assistance visant à s'attaquer aux vulnérabilités chroniques des populations n'a pu être amorcée qu'à petite échelle. Les principales raisons en sont le contexte de crises récurrentes, les pressions liées aux financements, le manque de capacités du bureau de pays et la faiblesse des partenariats stratégiques en dehors des domaines de l'aide d'urgence et de la protection sociale. Des lacunes au niveau du ciblage et du suivi des effets directs ont exposé les personnes très vulnérables à des risques d'exclusion.

Conformément aux dispositions de la politique d'évaluation de 2022 (WFP/EB.1/2022/4-C) et dans le souci de respecter l'intégrité et l'indépendance des constatations issues de l'évaluation, la version originale du présent rapport a fait l'objet d'un travail d'édition limité et il est possible que certains termes ou certaines formulations ne soient pas tout à fait conformes à la terminologie ou aux pratiques éditoriales habituelles du Programme alimentaire mondial; toute demande de précisions à cet égard doit être adressée à la Directrice de l'évaluation.

Coordonnateurs responsables:

Mme A.-C. Luzot
Directrice de l'évaluation
courriel: anneclaire.luzot@wfp.org

M. M. Carbon
Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation
courriel: michael.carbon@wfp.org

Le PAM a progressivement introduit des mesures pour tenir compte des inégalités entre les femmes et les hommes en Haïti, mais leur mise en œuvre a été insuffisante, en raison des capacités limitées du bureau de pays dans ce domaine. Divers mécanismes ont été mis en place pour permettre aux bénéficiaires de communiquer des informations en retour mais ils étaient encore sous-utilisés au moment de l'évaluation. La protection et les principes humanitaires étaient intégrés dans l'action du PAM, bien que certains compromis quant à l'indépendance aient été nécessaires pour assurer la protection et la sécurité des personnes et des biens.

L'évaluation comporte plusieurs recommandations: i) porter une plus grande attention aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en vue de les aborder de manière plus intégrée; ii) mobiliser les ressources financières et humaines nécessaires; iii) élargir les partenariats avec les institutions haïtiennes et renforcer les capacités de celles-ci; iv) ajuster le ciblage et les modalités compte tenu de l'évolution des besoins et des circonstances; v) renforcer les capacités du bureau de pays pour qu'il puisse mieux tenir compte des questions relatives à l'égalité femmes-hommes, à la protection, à la responsabilité à l'égard des populations touchées, à l'environnement et aux changements climatiques dans les activités relevant de l'ensemble des effets directs.

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour Haïti" (2018-2022) (WFP/EB.2/2023/6-A/6) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2023/6-A/6/Add.1, et invite à prendre de nouvelles mesures pour donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il a soulevées au cours de ses débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Introduction

Caractéristiques de l'évaluation

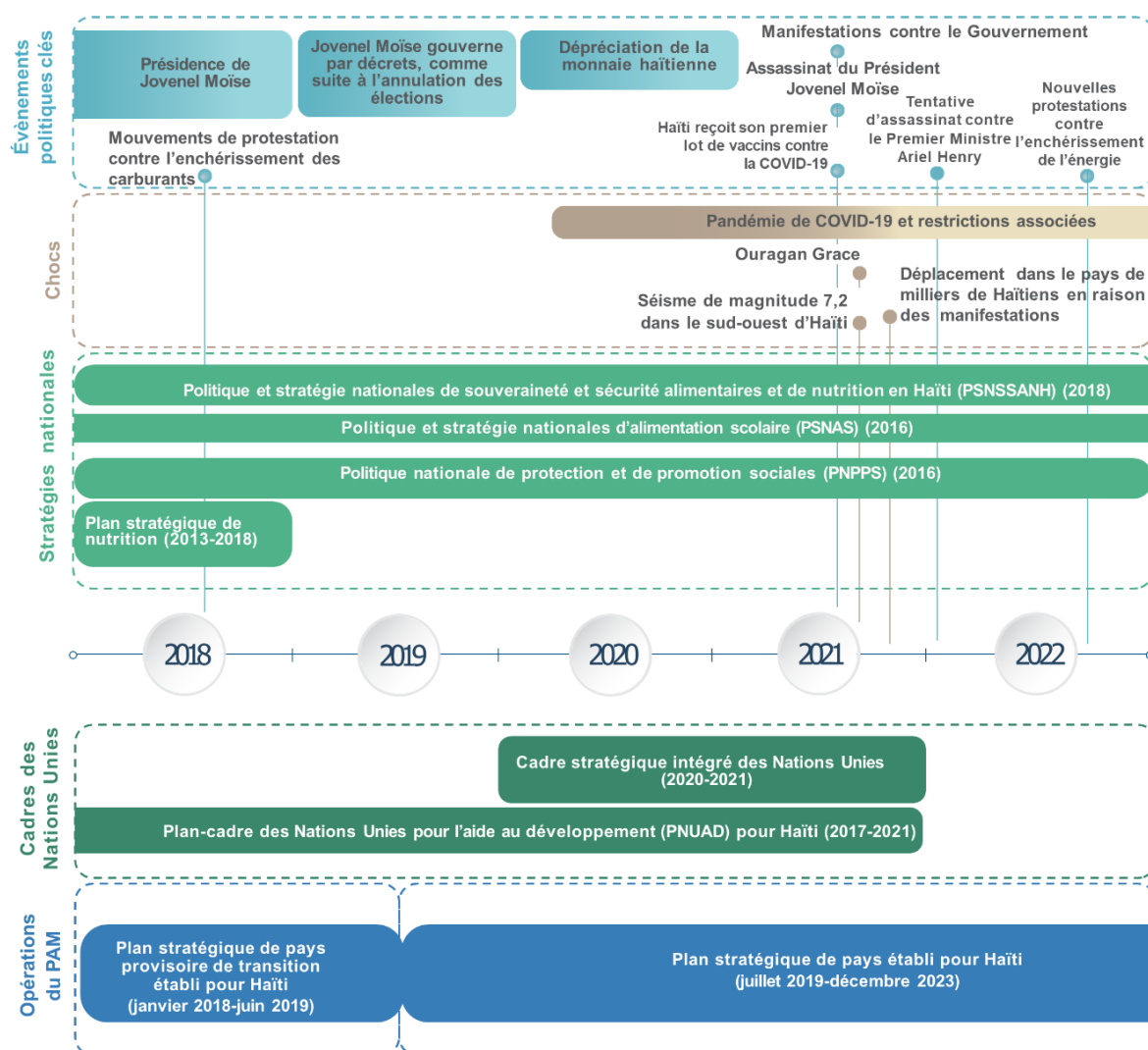
1. La présente évaluation porte sur la conception et la mise en œuvre du plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) et du plan stratégique de pays (PSP) établis par le PAM pour Haïti, et couvre la période allant de janvier 2018 à juin 2022. Elle a pour double objectif de rendre compte des résultats obtenus et de tirer des enseignements pour éclairer les décisions stratégiques futures, en particulier en vue de l'élaboration du prochain PSP. Les principaux utilisateurs en sont le bureau de pays et les parties prenantes en Haïti, le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Siège du PAM.
2. L'équipe d'évaluation a suivi une approche participative, axée sur la théorie et fondée sur l'égalité femmes-hommes et les droits humains. Elle a en outre adopté une méthodologie mixte, combinant étude documentaire, entretiens avec des informateurs clés, y compris parmi les populations ciblées par le PAM, et observations directes sur le terrain, tout en respectant les principes d'éthique afin de protéger la dignité des personnes et la confidentialité des informations communiquées. Pour veiller à ce que l'évaluation soit utilisée par la suite, le bureau de pays et le bureau régional ont été consultés à des moments clés de sa réalisation.

Contexte

3. Haïti compte environ 11,6 millions d'habitants, dont 58 pour cent vit sous le seuil national de pauvreté¹. Dans les zones urbaines, 82 pour cent des enfants voient au moins un de leurs besoins fondamentaux non satisfait, alors qu'en milieu rural, ce taux atteint 97 pour cent.
4. Le pays est fréquemment en proie à l'instabilité politique et frappé par des catastrophes naturelles (figure 1). Selon l'indice mondial des risques climatiques 2021, Haïti se classe au 3^e rang des pays les plus touchés par les pertes extrêmes dues au climat. Plus de 96 pour cent de la population est exposée aux risques et aux chocs naturels (ouragans, inondations, tremblements de terre, entre autres), et la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes sont appelées à augmenter du fait des changements climatiques.
5. Haïti a aussi connu plusieurs périodes d'instabilité politique, la plus récente ayant été marquée par l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021 et par une forte augmentation de l'insécurité. Des gangs armés contrôlent une grande partie de la capitale et du pays, bloquant le port et les voies d'accès, forçant services publics et entreprises à la fermeture, et nuisant à la capacité de la population à assurer sa subsistance et à accéder aux services essentiels. Cette situation a provoqué le déplacement de milliers de personnes fuyant la violence et a perturbé les opérations et les services logistiques du PAM.

¹ Données de 2012 - Banque mondiale, 2022. Page Web sur les [indicateurs du développement dans le monde – Haïti](#) (en anglais uniquement).

Figure 1: Aperçu du contexte national et des opérations du PAM en Haïti (2018-2022)



Source: Bureau de l'évaluation.

6. L'instabilité qui règne sur le plan politique depuis 2019 et la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) ont entraîné une contraction de l'économie haïtienne. En 2020, la durée de scolarisation moyenne était de 4,3 ans pour les filles et de 6,6 ans pour les garçons². Le secteur agricole, représentant 20,4 pour cent du produit intérieur brut (PIB)³, subit de multiples contraintes, rendant le pays dépendant des importations⁴. Haïti pâtit d'un niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle croissant et fin 2021, 44 pour cent de la population (4,3 millions de personnes) se trouvait en phase 3 (crise) ou pire du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)⁵. Depuis 2012, la malnutrition chronique stagne autour de 22 pour cent chez les enfants⁶ et l'anémie touche 66 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 49 pour cent des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans⁷.

² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2020. Page Web présentant des [données sur le développement humain – Haïti](#) (en anglais).

³ Banque mondiale. 2020. [Agriculture, valeur ajoutée \(pourcentage du PIB\) – Haïti](#).













⁴ *Le Nouvelliste*, 2019. "À propos des contraintes du secteur agricole haïtien".

⁵ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire: initiative mondiale pluri-organisations et plurisectorielle, prévoyant cinq phases d'insécurité alimentaire. Voir: <https://www.ipcinfo.org/> (en anglais uniquement).

⁶ 19,9 pour cent chez les filles et 24,0 pour cent chez les garçons de moins de 5 ans.

⁷ Organisation mondiale de la Santé 2021. Page Web présentant [les données relatives à l'anémie dans le monde, édition de 2021](#) (en anglais uniquement).

7. En 2020, Haïti se classait au 152^e rang sur 162 pays selon l'indice d'inégalité de genre⁸. Près de la moitié des ménages haïtiens sont dirigés par une femme. Les femmes, qui travaillent majoritairement dans le secteur informel, sont plus susceptibles d'être sans emploi que les hommes et sont moins bien rémunérées. Une femme sur trois a subi des violences, et elles sont moins protégées sur le plan juridique que les hommes. De ce fait, les femmes et les filles sont plus vulnérables aux effets d'autres chocs tels que l'insécurité, la COVID-19 et les catastrophes naturelles.

TABLEAU 1: INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES			
	Indicateur	Valeur	Année
	Population totale (en millions) (1)	11,6	2022
	Rang occupé selon l'indice de développement humain (2)	170 ^e sur 189	2020
	Population urbaine en pourcentage de la population totale (1)	55	2021
	PIB par habitant (en dollars É.-U. courants) (1)	1 829	2021
	Agriculture, sylviculture et pêche, valeur ajoutée (en pourcentage du PIB) (1)	19,8	2020
	Ratio de la population pauvre en fonction du seuil national de pauvreté (en pourcentage de la population) (1)	58	2012
	Indice de la faim dans le monde (rang et score) (3)	Score: 32,7 Rang: 116 ^e sur 121	2022
	Pourcentage de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC) (4)	44	2021
	Prévalence de la sous-alimentation (en pourcentage) (1)	47	2020
	Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage) (4)	23	2021
	Indice d'inégalité de genre (rang) (2)	152 ^e sur 162	2020
	Taux d'alphabétisation des adultes (en pourcentage des personnes âgées de 15 ans et plus) (1)	33	2020

Source: (1) Banque mondiale. 2022. [Page Web sur les données concernant Haïti](#); (2) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2020. [Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière – Le développement humain et l'Anthropocène](#); (3) Indice de la faim dans le monde. 2022. [Haïti](#); (4) Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. 2021. Page Web sur la [situation de l'insécurité alimentaire en Haïti](#).

⁸ PNUD. 2020. [Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière – Le développement humain et l'Anthropocène](#).

8. La Politique et stratégie nationales de souveraineté et sécurité alimentaires et de nutrition en Haïti entendent promouvoir la souveraineté et la sécurité alimentaire ainsi que la nutrition, entre autres, en misant sur l'agriculture locale, en investissant dans des filets de sécurité sociaux et en améliorant l'accès aux services de base. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement établi pour 2017-2021 (puis prolongé jusqu'à la fin 2022) cherchait à accroître la résilience politique, humaine, territoriale et économique grâce au renforcement des capacités et à faire concorder les priorités nationales avec les objectifs de développement durable (ODD). Le Cadre stratégique intégré des Nations Unies pour Haïti, validé pour 2020 et 2021, offrait une vision unifiée de l'action menée par le système des Nations Unies en Haïti⁹.
9. En 2020, l'aide publique au développement allouée à Haïti s'est élevée à 886,8 millions de dollars. Depuis 2015, l'aide humanitaire connaît un déclin progressif, un déficit de financement important étant enregistré pour les plans et les appels de fonds lancés à l'occasion des catastrophes ou des crises.

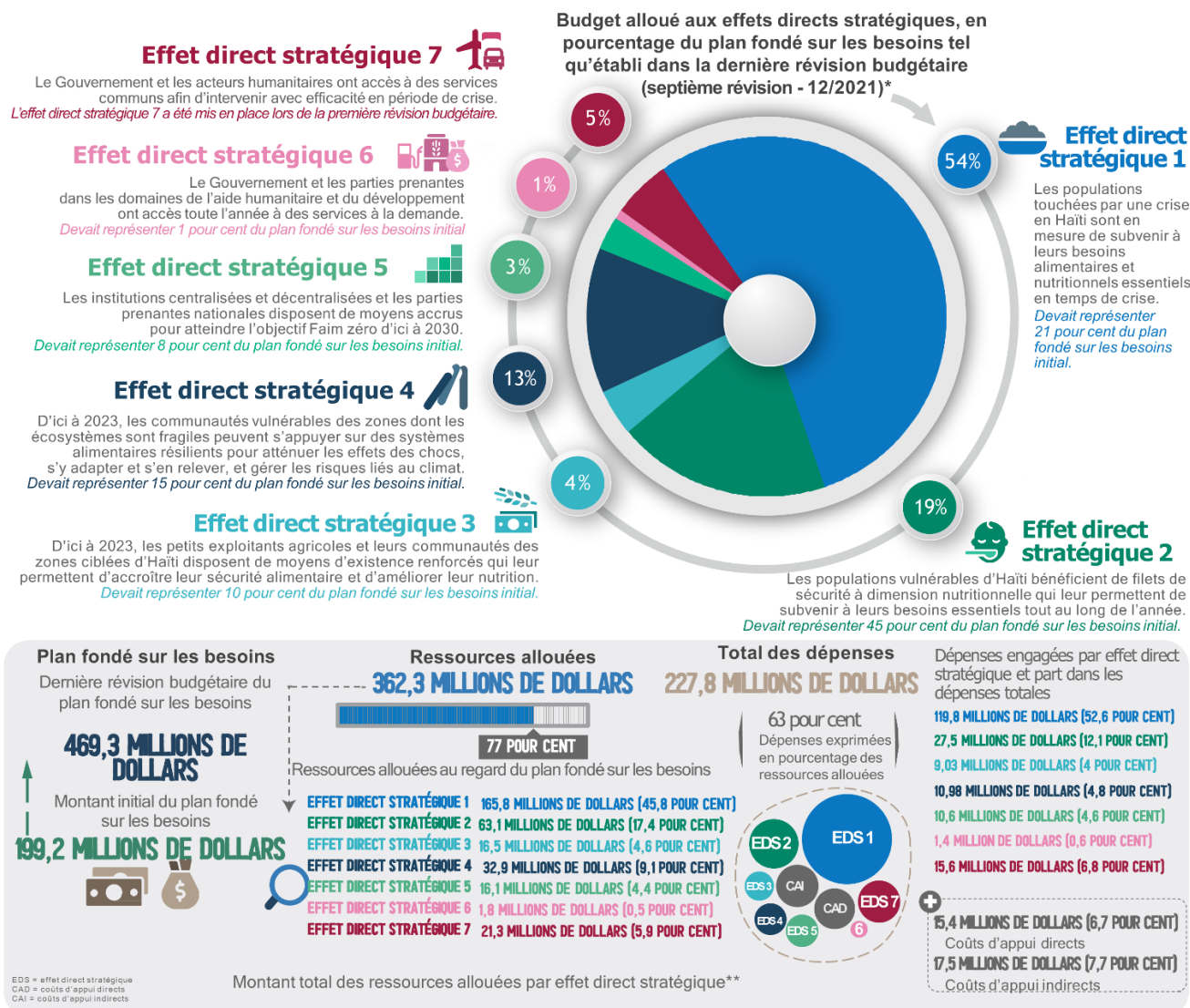
Plans stratégiques de pays du PAM

10. Le PAM est intervenu en Haïti à travers deux plans stratégiques: un PSPP-T (janvier 2018-juin 2019) d'abord, puis un PSP (juillet 2019-décembre 2023). Le PSPP-T couvrait les domaines suivants: alimentation scolaire, renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgence, et filets de sécurité sociale. Moyennant quatre révisions budgétaires, le budget fondé sur les besoins du PSPP-T est passé de 24 millions de dollars pour 631 000 bénéficiaires à 88 millions de dollars pour 1 182 000 bénéficiaires. Environ 49 pour cent des ressources nécessaires ont pu être mobilisées, dont 91 pour cent ont été utilisées.
11. Le PSP mettait l'accent sur le développement agricole et l'adaptation aux changements climatiques, sur l'articulation entre l'action humanitaire et le développement, sur le soutien aux politiques gouvernementales et le renforcement des capacités, sur les synergies entre les effets directs stratégiques et les activités, sur la prise en compte de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans toutes les activités, ainsi que sur le traitement de la malnutrition. Il comprenait sept effets directs stratégiques et dix activités, pour un budget initialement fixé à 199 millions de dollars pour 1,47 million de bénéficiaires, puis progressivement porté à l'issue de sept révisions budgétaires à 469 millions de dollars pour venir en aide à près de 2,9 millions de bénéficiaires (figure 2)¹⁰.

⁹ Un nouveau Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2023-2027 a été approuvé fin 2022.

¹⁰ Une huitième révision budgétaire a été approuvée en décembre 2022 et une neuvième en mars 2023, ce qui a porté le budget fondé sur les besoins à 830 024 515 dollars, pour venir en aide à 4,35 millions de bénéficiaires. Ces révisions n'ont pas été prises en compte lors de l'évaluation, car elles n'entraient pas dans la période couverte par celle-ci.

Figure 2: Plan stratégique pour Haïti (2019-2023): effets directs stratégiques, budget, financement et dépenses



* La proportion du budget alloué à chaque effet direct stratégique a été établie à partir du plan fondé sur les besoins (469,3 millions de dollars), y compris les coûts d'appui directs (30,3 millions de dollars) et les coûts d'appui indirects (28,4 millions de dollars). Ces données se rapportent à la septième révision budgétaire approuvée en décembre 2021.

** La somme des ressources allouées à chaque effet direct stratégique n'est pas égale à 362,3 millions de dollars car certaines ressources ont été allouées à des fins non rattachées à un effet direct stratégique en particulier (1,97 million de dollars), ainsi qu'à des coûts d'appui directs (25,3 millions de dollars) et indirects (17,5 millions de dollars).

Sources: budget du portefeuille de pays, septième révision du PSP (décembre 2021), outil d'analyse relatif à la feuille de route intégrée et rapports annuels pour Haïti.

Constatations issues de l'évaluation

Dans quelle mesure le positionnement stratégique, le rôle et les contributions spécifiques du PAM sont-ils fondés sur les priorités du pays, les besoins de la population et les atouts du PAM?

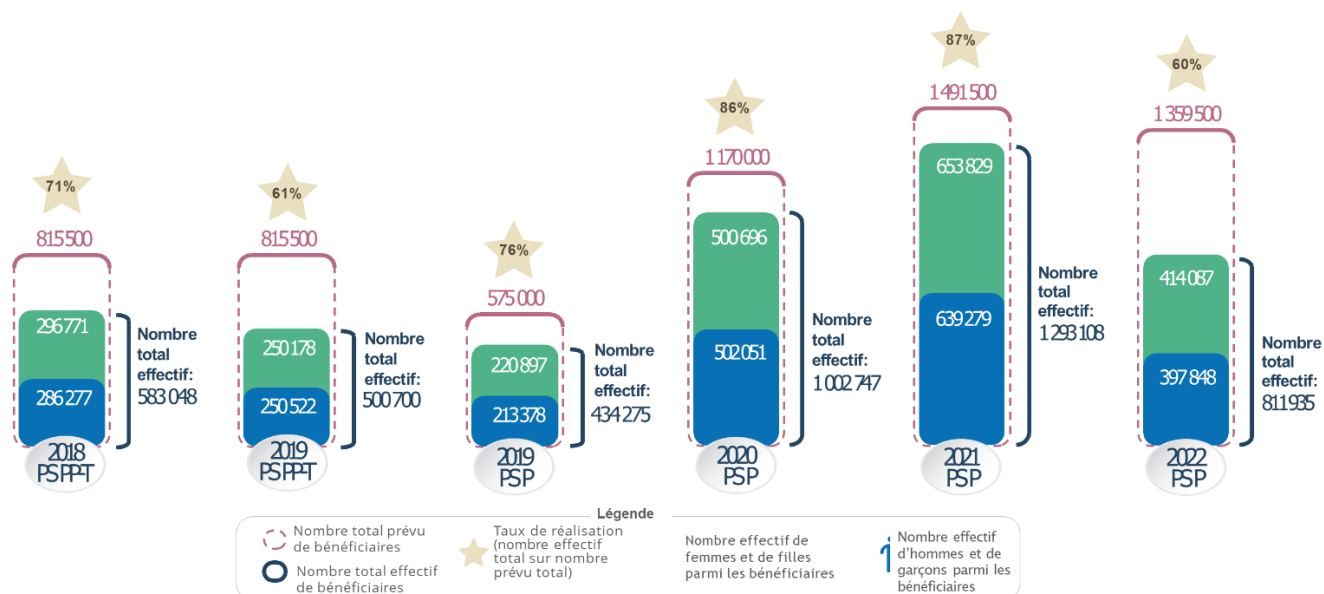
Pertinence au regard des politiques nationales

12. L'orientation stratégique du PSP visant la synergie entre trois domaines d'action – faire face aux crises, s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et renforcer les capacités nationales – cadre avec les objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire et de protection sociale, ainsi qu'avec les ODD, particulièrement l'ODD 2 (Faim "zéro"). En dépit de l'instabilité politique en Haïti, sa collaboration technique avec le Gouvernement a permis au PAM de conserver sa pertinence par rapport aux priorités nationales, et d'établir un partenariat constructif notamment pour la mise en œuvre de la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS).

Pertinence au regard des besoins des personnes les plus vulnérables

13. Les activités du PAM ont été pertinentes pour répondre aux besoins immédiats des populations ciblées en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, surtout en situation d'urgence. Le nombre de bénéficiaires prévus a presque doublé entre 2018 et 2021 en raison de l'accroissement des besoins lié aux crises consécutives (figure 3). Cependant, dans une perspective de transition d'une assistance axée sur la survie à une assistance visant à promouvoir la résilience, l'échelle limitée des activités visant le plus long terme a restreint la contribution du PAM s'agissant de venir à bout des vulnérabilités chroniques des populations.

Figure 3: Nombre de bénéficiaires prévu et effectif, par sexe (2018-2022)



Sources: rapports annuels pour Haïti (2018-2021) et outil des bureaux de pays PAM pour une gestion efficace, rapports CM-R001b et CM-A003. Les chiffres pour 2022 vont jusqu'au mois d'août.

14. Le ciblage au niveau géographique était pertinent, reposant sur plusieurs analyses de la sécurité alimentaire. Le ciblage au niveau des personnes était plus problématique: il s'appuyait sur deux mécanismes, le Système d'information du Ministère des affaires sociales et du travail, dont la couverture géographique était encore limitée¹¹, et les comités communautaires qui, bien qu'ils permettent une plus grande participation des intéressés, ne garantissaient pas une prise de décisions transparente et un ciblage équitable. Par ailleurs, le PSP et ses activités avaient été établis à partir d'une analyse incomplète des vulnérabilités et ne reflétaient pas les besoins spécifiques liés à certaines formes de vulnérabilité et leur éventuelle intersection, telles que le sexe, l'âge, le déplacement à l'intérieur du pays, l'état de santé, ou le handicap. Des enfants dans des zones très pauvres ou très reculées étaient exclus du programme de cantines scolaires, car leur école manquait des capacités minimales nécessaires pour pouvoir accueillir une cantine bénéficiant de l'appui du PAM.

¹¹ Ce système répertoriait les données de 26 pour cent de la population haïtienne à la mi-2022.

Positionnement stratégique et adaptabilité

15. Dès 2019, en réaction aux crises consécutives ayant secoué Haïti, le PAM a réorganisé son portefeuille d'opérations pour l'axer sur les interventions d'urgence et a renforcé son rôle en matière de coordination et de facilitation de l'accès des acteurs humanitaires à des services communs de logistique et de transport aérien. Le bureau de pays a fait preuve d'adaptabilité et d'innovation, notamment en aménageant son programme de cantines scolaires pendant la crise sanitaire liée à la COVID-19, ou encore dans le sillage du tremblement de terre dans le Grand Sud. Son agilité organisationnelle découlait en grande partie de sa capacité à collaborer avec ses partenaires clés, à mobiliser des ressources et à fonctionner de manière efficace en contexte d'urgence.

Cohérence avec les partenaires externes

16. Les activités institutionnelles du PAM convergeaient avec les objectifs des stratégies et plans clés des Nations Unies en Haïti pour 2017-2021. Le PAM était un acteur majeur de la réponse humanitaire au sein de l'équipe de pays pour l'action humanitaire, en particulier pour ce qui était de la sécurité alimentaire et du soutien logistique. Il a œuvré en faveur d'une action coordonnée en Haïti au sein de plusieurs secteurs et groupes de travail, dont il était dans certains cas le chef ou le cochef de file. Il a noué une collaboration largement positive avec d'autres entités des Nations Unies, même si au niveau de la mise en œuvre des programmes, certains partenariats et synergies étaient plus difficiles à établir en raison de la concurrence pour les ressources, de l'approche en silos adoptée par les bailleurs de fonds, et de la perception par certains que le PAM était parfois allé au-delà de son mandat et de ses domaines de compétences spécialisés.
17. Le PAM a réussi à coordonner les efforts déployés par de multiples organismes et donateurs¹² en faveur du développement et du financement de la PNPPS. Cependant, son rôle dans la mise en œuvre de la politique de protection sociale a suscité des tensions au sein de l'équipe de pays des Nations Unies où les opinions sont contrastées quant au rôle et à la place du PAM vis-à-vis de la mise en œuvre d'activités qui, selon certains, devraient être menées dans le cadre du processus stratégique "Unis dans l'action"¹³.

Quelles sont la portée et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays?

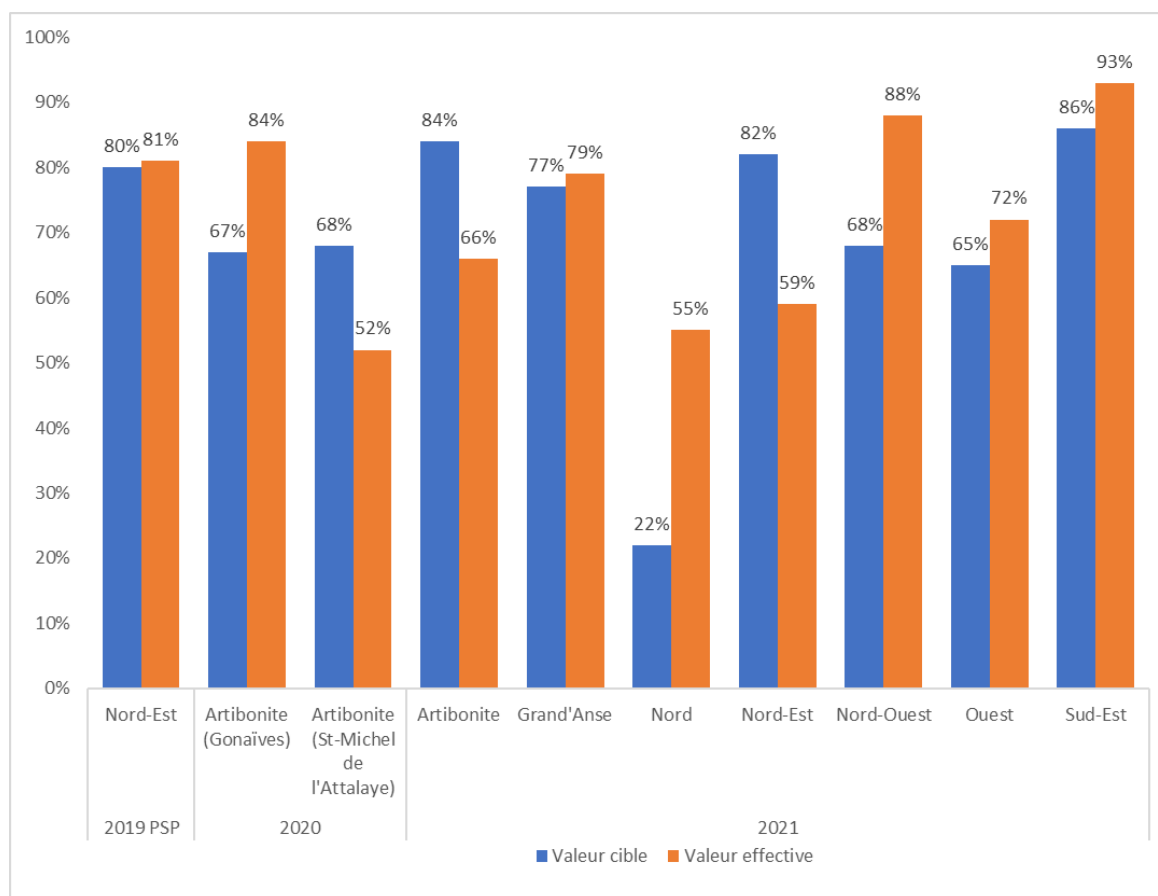
Contribution aux effets directs stratégiques et Cadre stratégique intégré des Nations Unies

18. **Effet direct stratégique 1.** Entre 2018 et 2022, le PAM a fourni une assistance alimentaire inconditionnelle à environ 33 pour cent des personnes touchées par une crise qu'il était prévu de secourir pendant la période couverte par le PSPP-T et 71 pour cent de celles prévues dans le cadre du PSP, toutes modalités confondues. Le taux de réalisation a généralement été meilleur pour les transferts de type monétaire que pour les distributions de vivres. Sur cette période, c'est en 2021 que le plus grand nombre de bénéficiaires ont été secourus, à savoir 945 999 personnes (dont 49 pour cent de femmes) en situation de crise, correspondant à 78 pour cent des chiffres prévus. La consommation alimentaire des ménages bénéficiaires était proche des valeurs visées, voire les dépassait, et la diversité des modalités, qui associaient souvent vivres et aide monétaire, a permis aux bénéficiaires d'utiliser l'assistance non seulement pour se nourrir, mais aussi pour satisfaire d'autres besoins de base.

¹² Notamment le Fonds monétaire international, l'Union européenne, l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Banque mondiale et ONU-Femmes.

¹³ Il s'agit d'un cadre stratégique intégré approuvé en février 2020 qui offre une vision unifiée de l'action du système des Nations Unies en Haïti et se concentre sur les obstacles structurels transversaux à la concrétisation de la stabilité et des objectifs de développement durable dans le pays.

Figure 4: Pourcentage des ménages appliquant des stratégies de crise ou d'urgence en raison du manque de nourriture, par province, au cours des années couvertes par le PSP



Le pourcentage effectif de ménages dans ces catégories devrait être inférieur à la valeur cible. Les rapports annuels par pays ne présentent que des chiffres par localité et non une vue d'ensemble.

Source: rapports annuels pour Haïti (2019-2021).

19. Cependant, une grande partie des ménages bénéficiaires recourent encore fréquemment à des mécanismes d'adaptation préjudiciables (figure) et, globalement en Haïti, la capacité des populations à satisfaire leurs besoins alimentaires a continué à se détériorer. Toutefois, les évaluateurs ont estimé que la situation se serait encore plus dégradée sans l'assistance du PAM, au vu du nombre considérable de personnes secourues.
20. **Effet direct stratégique 2.** Le PAM a accru l'accès de la population à une protection sociale de base, grâce aux cantines scolaires, à la consolidation des filets de sécurité à dimension nutritionnelle et au renforcement des capacités du Ministère des affaires sociales et du travail. Le nombre de cantines appuyées par le PAM a progressivement augmenté, passant de 975 écoles primaires en 2019 à 1 538 écoles primaires et 945 établissements préscolaires en 2021, chiffres très proches des valeurs cibles fixées, et cette année-là, 86 pour cent des bénéficiaires prévus ont reçu un repas. Même si la régularité des repas a fortement pâti de la COVID-19 et du tremblement de terre dans le Grand Sud, selon les témoignages recueillis, les cantines scolaires auraient contribué à améliorer les résultats scolaires et le taux de maintien scolaire, et eu aussi un effet sur la nutrition des enfants pour qui le repas reçu à l'école était parfois le seul de la journée. Cependant, les activités de sensibilisation à la nutrition ont été inconstantes et les transferts de type monétaire entrant dans le cadre de la protection sociale sont restés bien inférieurs aux valeurs cibles en raison du manque de financement.

21. **Effet direct stratégique 3.** Les interventions du PAM liées à la résilience ont permis de fournir aux élèves d'une proportion grandissante d'écoles (de 8 pour cent en 2019 à 13 pour cent – soit 312 établissements – en 2021) des repas nutritifs à base de produits locaux, même si la proportion des achats locaux dans les cantines scolaires reste encore faible, notamment à cause du prix des denrées locales, largement supérieur à celui des denrées importées. L'appui apporté aux organisations de petits producteurs n'a pu l'être qu'à petite échelle et à court terme du fait des ressources limitées, ce qui n'a pas permis de venir à bout des importantes contraintes pesant sur le secteur agricole, tandis que le PAM n'est pas parvenu à pleinement assumer son double mandat à l'articulation de l'action humanitaire, du développement et de la paix. L'effet des achats locaux sur la productivité ou la diversification de la production agricole locale n'a pas pu être démontré.
22. **Effet direct stratégique 4.** Le PAM a fourni une assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) à un nombre croissant de ménages vulnérables (50 005 en 2021 contre 10 600 en 2019), avec des effets positifs sur leur sécurité alimentaire (la proportion de ménages dont le score de consommation alimentaire est acceptable étant passé de 26 pour cent à 36 pour cent dans le Nord-Ouest entre 2020 et 2021) et sur les actifs (routes remises en état, gestion de l'eau améliorée, outils agricoles et qualité des semences améliorés, entre autres), dont la pérennité est cependant peu probable. Le manque de synergie entre les activités menées face aux situations d'urgence et celles axées sur la résilience, et notamment le manque de continuité entre ces deux types d'activités pour un même groupe de bénéficiaires, a limité la contribution de l'assistance conditionnelle à l'accroissement de la résilience des populations les plus vulnérables.
23. **Effet direct stratégique 5.** Le PAM a atteint ses objectifs en matière de renforcement des capacités institutionnelles, procédant à un ciblage pragmatique des institutions devant en bénéficier et concevant des activités adaptées. Il a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales relatives aux cantines scolaires (2016) ainsi qu'à la souveraineté et à la sécurité alimentaires et à la nutrition (2021). Il a aussi appuyé l'élaboration de la PNPPS¹⁴ adoptée en 2022 et en a soutenu la mise en œuvre avec l'aide financière de la Banque mondiale. Grâce aux activités de renforcement des capacités des partenaires institutionnels, la proportion de la population bénéficiant d'une couverture sociale est passée de 7 pour cent en 2017 à 20 pour cent en 2020; cette hausse a été légèrement inférieure aux prévisions en raison de la COVID-19. Toutefois, les résultats obtenus en matière de renforcement des capacités institutionnelles demeurent fragiles et le contexte rend difficile le transfert de la responsabilité des programmes au Gouvernement haïtien, dont les capacités doivent être davantage renforcées.
24. **Effets directs stratégiques 6 et 7.** Les populations touchées par une crise ont pu bénéficier d'interventions plus efficaces menées par les partenaires humanitaires grâce aux services de télécommunications, de logistique, d'approvisionnement et de transport aérien assurés par le PAM. Ce dernier, grâce au partenariat technique de confiance établi avec le Gouvernement, a pu œuvrer avec efficacité malgré l'instabilité politique. Le PAM a fourni à ses partenaires des services qui ont été particulièrement importants pour les aider à surmonter les difficultés liées à la crise de la COVID-19, au tremblement de terre et à l'insécurité qui avait entraîné l'impossibilité d'emprunter certains itinéraires de transport terrestre. En 2021, 8 112 passagers appartenant à 114 organisations ont été transportés par des vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies et 171 voyages maritimes (par barges) ont été effectués.

¹⁴ Ministère des affaires sociales et du travail. 2021. [Atelier de travail sur la Politique nationale de protection et de promotion sociales](#).

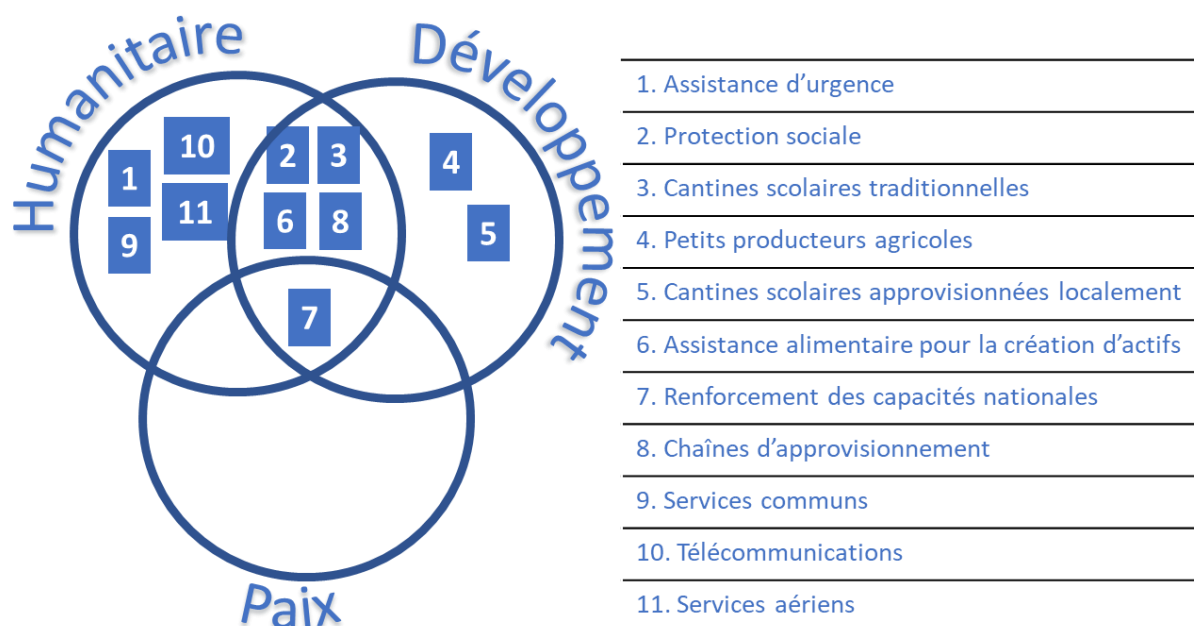
Principes humanitaires et objectifs transversaux

25. **Problématique femmes-hommes.** Le PAM a progressivement amélioré ses analyses pour tenir compte des inégalités entre les femmes et les hommes en Haïti, sans pour autant prendre suffisamment en considération les intersectionnalités. La mise en œuvre des mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes a été difficile et n'a pas fait l'objet d'un suivi détaillé. Dans l'ensemble, ces mesures n'ont pas suffisamment répondu aux exigences de la politique du PAM en la matière. Ainsi, la portée des effets directs de nature à favoriser les transformations est difficile à déterminer. La sensibilisation à l'importance de l'évolution de la société et des comportements s'agissant des violences sexistes et des rôles joués par les filles et les garçons au sein des cantines scolaires a été très appréciée.
26. **Principes humanitaires.** Les principes d'humanité, d'impartialité et de neutralité font pleinement partie de l'action que mène le PAM en Haïti, puisqu'il veille à venir systématiquement en aide aux personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire, sans distinction, et à ce que son assistance ne favorise pas l'une ou l'autre partie en cas de conflit. Cependant, pour assurer la protection et la sécurité des bénéficiaires et de son personnel, le PAM a parfois dû demander la présence de forces de l'ordre sur les sites de distribution, ou recourir à des escortes armées pour accompagner ses convois, ce qui a pu créer des perceptions d'un manque d'indépendance par rapport au Gouvernement.
27. **Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées.** Le PAM a récemment pris des mesures pour garantir le respect de la dignité et le bien-être des bénéficiaires, centrées sur les sites de distribution, comme la mise en place de files d'attente séparées pour certains groupes très vulnérables. Les systèmes de remontée de l'information ayant été mis en place récemment, ils sont encore peu connus. Les bénéficiaires ne sont donc pas, à ce jour, en mesure de faire aisément part de leur avis et de leurs réclamations de manière confidentielle au PAM.
28. **Considérations liées à l'environnement.** Le PAM a contribué à la préservation de l'environnement à la faveur de quelques activités telles que le projet axé sur une cuisson propre ("*Clean cooking*") mené dans les cantines scolaires ou encore l'analyse systématique des risques sociaux et environnementaux associés aux activités 3A, mais ces mesures n'en sont qu'au stade du démarrage.

Durabilité et approche du triple nexus

29. La durabilité des résultats obtenus par le PAM pâtit de la petite échelle des activités axées sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire, qui tient au fait que les financements s'inscrivent dans le court terme et que les institutions publiques ont des capacités et des ressources limitées, ainsi qu'au contexte social et politique et aux conditions de sécurité, particulièrement difficiles. Le PSP prévoyait des synergies et des complémentarités entre l'action humanitaire et le développement, mais celles-ci ne se sont que très partiellement concrétisées. La collaboration entre le PAM et les entités des Nations Unies ayant un mandat davantage axé sur le développement est encore insuffisante. Le lien entre l'action humanitaire et la contribution à la paix n'est quant à lui pas clairement défini dans la stratégie du PAM ni mis en évidence lors du suivi des activités. L'appui à la protection sociale semble avoir le plus grand potentiel d'établir un lien entre les activités du PAM et celles visant la cohésion sociale et la paix (Figure 5).

Figure 5: Triple nexus et activités du plan stratégique de pays



Source: Équipe d'évaluation.

Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficace?

Allocation des ressources et niveau des dépenses

30. L'allocation des ressources aux différentes activités a fortement changé entre 2018 et 2022. En 2018, la priorité était donnée aux cantines scolaires, qui avaient alors bénéficié de plus d'un tiers des ressources allouées, alors qu'à partir de la mi-2019, l'assistance alimentaire d'urgence a reçu la majorité des ressources. Ce changement de priorité est principalement dû à une augmentation notable des ressources destinées à l'aide d'urgence comme suite à l'important accroissement des besoins.
31. À la mi-2022, à un an et demi de la fin de la mise en œuvre du PSP, les dépenses correspondaient à 55 pour cent du plan d'exécution, en raison à la fois d'un assez faible niveau de mobilisation de ressources et d'un faible taux d'utilisation des fonds (61 pour cent pour l'ensemble du PSP). Cela tient notamment aux crises survenues depuis l'adoption du PSP, qui ont modifié les priorités, au niveau insuffisant des ressources humaines et aux capacités limitées des partenaires coopérants, auxquels s'ajoutent des difficultés administratives et la réception tardive de certains financements.

Rapidité de la concrétisation des produits

32. Le contexte difficile a eu des répercussions sur le respect du calendrier envisagé, avec de nettes variations entre les régions et les sites de distribution. Beaucoup de facteurs ont pu nuire à la ponctualité, qu'ils soient externes, comme l'insécurité et les faiblesses du système bancaire, ou internes, comme des lenteurs dans le ciblage, le paiement des partenaires coopérants ou encore le traitement des données de suivi. Alors que le PAM a généralement pu assurer rapidement son aide d'urgence, tel n'a pas été le cas pour les activités liées à la résilience.

Rapport coût-efficacité

33. Dans le cadre du PSP, pour la majorité des activités et des années concernées, le PAM a été en mesure de porter assistance aux bénéficiaires à un coût moindre que prévu. La proportion des ressources directement consacrées aux activités par rapport aux ressources totales disponibles est passée de 86 pour cent en 2019 à 90 pour cent en 2021. Entre 2018 et 2021, le stock total de produits alimentaires a plus que doublé, pour atteindre 124 427 tonnes en 2021. Durant cette période, plus de 500 tonnes de denrées ont été perdues du fait de problèmes touchant la qualité, le transport et la transformation, et le PAM a récemment mis en place des mesures pour atténuer les risques de perte.
34. Des efforts importants ont été faits pour obtenir à moindre coût les résultats escomptés (par exemple grâce à la mise en place des transferts de type monétaire), réduire les pertes au minimum (au moyen de contrôles plus rigoureux des cargaisons arrivant au port), et atténuer les risques (en ayant recours au transport maritime par barge pour contourner les zones terrestres peu sûres, par exemple), mais il a parfois fallu trouver un équilibre entre la nécessité de contenir les coûts et celle de réaliser les objectifs du PSP. Un repas scolaire préparé à partir de produits locaux coûte environ moitié plus cher qu'un repas préparé à partir de produits importés, mais il est susceptible de favoriser la production locale.

Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM?

Utilisation des données factuelles

35. La réorientation stratégique du PSP et son adaptation à l'évolution du contexte ont reposé sur le mandat du PAM, les enseignements tirés des évaluations, des échanges avec de multiples parties prenantes et des analyses de la sécurité alimentaire de différentes envergures et fréquences, conduites conjointement avec le Gouvernement et d'autres partenaires.
36. Le suivi effectué par le bureau de pays fournissait des informations en temps réel qui permettaient aux gestionnaires d'activité de réagir en temps utile en cas de problème, mais il ne renseignait que peu sur les effets directs et transversaux des interventions et n'avait donc qu'une utilité limitée pour la prise de décisions stratégiques. Cela tenait notamment à la méthode de suivi des effets directs du PAM, qui limitait l'utilité des informations collectées. Plusieurs partenaires coopérants rencontrés souhaitaient que les résultats du suivi effectué par le PAM soient davantage partagés avec eux.

Ressources financières

37. Les principaux donateurs pour le PSPP-T et le PSP sont le Gouvernement haïtien, grâce à des financements alloués par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, suivi par les États-Unis d'Amérique et le Canada. En août 2022, les contributions versées au PAM s'élevaient à près de 359 millions de dollars (76 pour cent du plan fondé sur les besoins), soit un manque à gagner de 110 millions de dollars pour couvrir les besoins jusqu'à la fin de 2023.
38. Le modèle dominant de financements préaffectés, reflétant les priorités des donateurs et s'inscrivant dans le court terme, a eu une incidence importante sur la capacité du PAM à donner corps à la réorientation stratégique prévue et à assurer la pérennité des interventions, y compris celles axées sur le renforcement des capacités institutionnelles. Les bailleurs de fonds ont exprimé un intérêt pour les projets d'envergure portant sur la résilience et le développement, et pour la protection sociale.

Partenariats

39. Globalement, les relations de collaboration qu'a nouées le PAM, par exemple avec ses partenaires au sein du Gouvernement, la société civile et les banques de développement, la bonne coordination qu'il a assurée avec les autres acteurs et les synergies qu'il est parvenu à instaurer ont contribué aux résultats qu'il a obtenus en Haïti. Le PAM a utilisé ses ressources pour soutenir ses partenaires en temps de crise.
40. Au niveau local, le PAM était bien intégré au sein des communautés grâce à sa collaboration soutenue avec les autorités locales et les comités communautaires. Ses partenaires coopérants ont souligné la transparence entourant son action ainsi que la bonne communication, la flexibilité et l'adaptabilité manifestées s'agissant de choisir les modalités d'assistance en fonction du contexte. Cependant, des lacunes dans les capacités de certains partenaires clés ont pu nuire à la mise en œuvre et au suivi des activités.

Ressources humaines

41. La performance du PAM a parfois été limitée par les ressources humaines disponibles, du fait non seulement de leur volume, mais aussi des profils et de l'expérience de chacun, en raison de la rotation fréquente du personnel et de l'attention insuffisante portée aux différents aspects de la gestion des ressources humaines (recrutement, formation, transmission de connaissances, esprit d'équipe et bien-être). Plusieurs postes étaient à pourvoir, et le personnel en place était insuffisamment préparé, surchargé de travail et touché personnellement par les réalités du contexte qui nuisaient à son bien-être.

Conclusions

42. **Conclusion 1:** La mise en œuvre du PSPP-T et du PSP a été tributaire des aléas climatiques, politiques, économiques et sociaux qui ont rendu le contexte de travail exceptionnellement difficile. Le bureau de pays a néanmoins réussi à s'adapter aux nombreux obstacles liés au contexte et à porter assistance à un nombre considérable de personnes touchées par des crises consécutives. En dépit du contexte de fragilité et d'instabilité politique, le PAM a travaillé avec le Gouvernement sur le plan technique et l'a accompagné dans l'élaboration et la mise en œuvre de trois politiques nationales. Cependant, le contexte volatil a affaibli la capacité du PAM et de ses partenaires à exécuter les activités prévues avec efficacité et efficience pour atteindre des résultats pérennes.
43. **Conclusion 2:** La réorientation envisagée, axée sur une planification stratégique plus intégrée au niveau du pays et sur une transition de l'assistance humanitaire à des activités visant à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité, reste pertinente mais n'en est qu'à ses débuts. Le contexte de crises récurrentes et les pressions liées aux financements ont poussé le PAM à se concentrer sur l'assistance alimentaire d'urgence, ce qui l'a empêché de faire efficacement face à l'insécurité alimentaire chronique et de prendre en considération dans le cadre de chacune des activités l'état nutritionnel et les moyens d'existence des populations touchées et vulnérables.
44. **Conclusion 3:** C'est dans les domaines de l'aide d'urgence et du soutien apporté au Gouvernement haïtien vis-à-vis de l'adoption de politiques et stratégies majeures que le bureau de pays est le mieux parvenu à réaliser les effets directs stratégiques du PSP. La proportion élevée de financements préaffectés a limité la flexibilité du PAM. Les activités axées sur la résilience étaient plus difficiles à financer, ce qui montre qu'il faut faire prendre davantage conscience aux principaux partenaires et donateurs de tous les aspects du mandat du PAM et de l'importance de mettre en valeur les capacités grandissantes de celui-ci en matière de renforcement de la résilience, afin d'aider le pays à réaliser l'ODD 2.

45. **Conclusion 4:** Globalement, le PAM est un partenaire efficace et de confiance du Gouvernement, des bailleurs de fonds et des acteurs humanitaires, grâce à sa capacité éprouvée à s'adapter et à opérer dans des environnements complexes. En fournissant au Gouvernement ainsi qu'aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement des services essentiels, le PAM a permis que la population d'Haïti bénéficie d'une assistance plus efficace et plus efficiente. Toutefois, les partenariats avec d'autres entités des Nations Unies qui disposent elles-mêmes de longue date d'un savoir-faire dans le domaine du développement sont restés sous-exploités.
46. **Conclusion 5:** En l'absence d'une stratégie pour prendre en compte les questions transversales, l'attention portée à l'égalité femmes-hommes, à la responsabilité à l'égard des populations touchées, à la protection, aux changements climatiques et à l'environnement a été souvent inégale, et c'est à divers degrés que ces dimensions ont été prises en considération dans le cadre des effets directs stratégiques et des activités. Pour pouvoir obtenir des résultats porteurs de transformation susceptibles de mener à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, il faudrait préciser les objectifs du PAM et renforcer les moyens du bureau de pays, afin que les besoins différents des femmes, des hommes, des filles et des garçons puissent être mieux pris en compte lors de l'élaboration des programmes. Divers mécanismes ont été mis en place pour permettre aux bénéficiaires de communiquer des informations en retour, mais ils étaient sous-utilisés. Les principes humanitaires étaient pris en compte dans l'action du PAM, tout comme la protection, en vue de garantir le respect de la dignité des bénéficiaires et de veiller à ne leur causer aucun préjudice, mais certains compromis sur le plan de l'indépendance ont été nécessaires pour assurer la protection et la sécurité des personnes et des biens, ce qui a pu exposer le personnel humanitaire à de nouveaux risques de sécurité.

Recommandations

	Recommandation	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
1	Le PAM devrait consacrer davantage d'attention et d'investissements aux effets directs relatifs aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de la résilience en vue d'adopter une démarche plus intégrée, conformément à la réorientation stratégique qui était envisagée dans le plan stratégique de pays.	Stratégique	Unités du bureau de pays chargées des programmes et des politiques		Élevé	Décembre 2024
1.1	Dans les zones géographiques touchées par des chocs, le PAM devrait veiller à ce que ses interventions intégrées d'appui à la résilience prennent systématiquement le relais de l'assistance alimentaire d'urgence ponctuelle pour assurer une continuité et ouvrir des possibilités d'améliorer les moyens d'existence et la résilience des ménages vulnérables face aux chocs.				Élevé	Décembre 2023
1.2	Le PAM devrait transposer à l'échelle voulue les activités qui permettent à la fois de renforcer la résilience et de remédier aux causes profondes. Par exemple, il devrait mettre à l'échelle le modèle de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire des élèves tout en renforçant les capacités des petits exploitants agricoles, qu'il aide à accéder aux marchés locaux, à diversifier la production locale ainsi qu'à améliorer leurs moyens d'existence et leur capacité à se rétablir après un choc. Ce faisant, il convient d'établir des partenariats appropriés avec d'autres acteurs ayant les compétences spécialisées nécessaires dans le secteur agricole pour faire en sorte que la production locale soit adaptée aux conditions agricoles en Haïti et aux préférences alimentaires des populations touchées.				Élevé	Décembre 2023

	Recommandation	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
1.3	Le PAM devrait définir et expliquer dans le prochain plan stratégique de pays et dans les plans d'exécution correspondants, rassemblés dans un plan d'ensemble destiné au bureau de pays, comment les activités, les produits et les effets directs s'articulent entre eux, et les incidences que cela a sur la collaboration entre les unités du bureau de pays et sur la mise en œuvre des interventions.				Élevé	Décembre 2023
1.4	Le PAM devrait préciser et renforcer les contributions qu'il entend apporter par l'intermédiaire de l'appui technique aux parties prenantes concernées du Gouvernement, en collaboration avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, pour permettre des changements structurels en vue de parvenir à des résultats pérennes sur le plan de la sécurité alimentaire et de l'objectif de développement durable 2.				Moyen	Décembre 2024
2	Le PAM devrait renforcer sa capacité à obtenir les résultats visés par le plan stratégique de pays en veillant à y consacrer toutes les ressources nécessaires, aussi bien financières qu'humaines.	Opérationnelle	Bureau de pays	Bureau régional et Siège	Élevé	Décembre 2025
2.1	Le PAM devrait œuvrer davantage auprès des bailleurs de fonds (par exemple, organiser des visites sur le terrain à leur intention) et trouver de nouveaux donateurs afin d'augmenter le budget consacré aux effets directs axés sur le renforcement de la résilience et d'obtenir ainsi des résultats pérennes en lien avec la résilience.				Élevé	Décembre 2025
2.2	Le PAM devrait démontrer son savoir-faire dans le domaine du renforcement de la résilience, et sa valeur ajoutée en tant qu'acteur et partenaire de l'aide humanitaire et du développement, en accentuant le suivi et l'évaluation.				Élevé	Décembre 2025
2.3	Le PAM devrait s'employer à fidéliser les ressources humaines en travaillant sur les types de contrats proposés selon le nouveau cadre de gestion des effectifs et l'examen de l'alignement organisationnel récemment conduit, et promouvoir la formation des nouveaux membres du personnel, l'esprit d'équipe et l'instauration de plus fortes synergies et de liens de collaboration plus étroits entre les unités du bureau de pays.				Élevé	Décembre 2023

	Recommandation	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
3	Le PAM devrait élargir les partenariats avec les institutions haïtiennes et contribuer davantage au renforcement des capacités de celles-ci.	Stratégique	Unité du bureau de pays chargée des politiques		Élevé	Décembre 2025
3.1	Le PAM devrait définir un plan d'action qui établisse un schéma complet d'objectifs à court, moyen et long terme pour permettre l'institutionnalisation et la mise en œuvre de politiques élaborées avec son appui.					
3.2	En partenariat avec d'autres organisations internationales pertinentes, le PAM devrait aider le Gouvernement haïtien à planifier et à mettre en œuvre des politiques favorisant les liens entre l'action humanitaire et le développement ainsi qu'à en assurer le suivi.					
3.3	Le PAM devrait étendre aux Ministères de l'agriculture et de l'environnement le portefeuille d'activités axées sur le renforcement des capacités, compte tenu des changements climatiques.					
3.4	Le PAM devrait renforcer les capacités des administrations publiques déconcentrées et des organisations communautaires afin d'assurer un ancrage plus stable des interventions et la durabilité de celles-ci.					

	Recommandation	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
4	Le PAM devrait continuer d'ajuster les stratégies de ciblage et les modalités pour s'adapter à l'évolution des besoins et des circonstances dans le contexte d'Haïti.	Opérationnelle	Unités du bureau de pays chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi ainsi que des programmes	Unité du bureau de pays chargée de la chaîne d'approvisionnement Bureau régional	Élevé	Juillet 2024
4.1	Le PAM devrait s'attacher à améliorer le ciblage et les vérifications correspondantes (ainsi que la documentation y relative), de sorte que les groupes les plus vulnérables aient accès à l'assistance de manière prioritaire, notamment les femmes à la tête d'un ménage et les personnes vulnérables ayant un accès limité (à cause de la distance ou d'un handicap) aux services de distribution de vivres, entres autres. Il devrait mettre à jour les procédures opératoires normalisées existantes en matière de ciblage pour faire en sorte qu'elles prennent en compte le contexte local. Si une aide d'urgence est nécessaire, il lui faudra trouver un juste équilibre entre rapidité d'intervention et précision du ciblage.				Élevé	
4.2	Le PAM devrait adapter les modalités d'assistance afin d'assurer que l'assistance est facilement accessible à l'ensemble des personnes ciblées, parmi lesquelles les femmes et les personnes très vulnérables, en tenant compte de leurs capacités respectives. Il lui faut également moduler les transferts de manière à fournir une assistance qui contribue à la réalisation de ses objectifs.				Moyen	

	Recommandation	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
5	Le PAM devrait veiller à une prise en compte plus systématique et plus intégrée des questions transversales que sont l'égalité femmes-hommes, la protection, la responsabilité à l'égard des population touchées, l'environnement et les changements climatiques dans les activités relevant de l'ensemble des effets directs du plan stratégique de pays	Stratégique	Unités du bureau de pays chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi; de la problématique femmes-hommes; et de la communication avec les communautés	Unités du Bureau régional chargées de la problématique femmes-hommes et des questions de protection	Élevé	Décembre 2024
5.1	Le PAM devrait procéder à des analyses intersectionnelles des questions liées à la problématique femmes-hommes, à la protection, à la diversité et à l'inclusion, prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux pertinents, pour éclairer l'élaboration du nouveau plan stratégique de pays et la planification et la mise en œuvre des activités correspondantes.				Élevé	Juin 2024
5.2	Le PAM devrait renforcer la capacité du bureau de pays et de son personnel à prendre en considération les questions transversales dans le cadre de l'analyse, de la conception, de la budgétisation, de la mise en œuvre et du suivi et de l'évaluation des programmes, afin que les besoins distincts des femmes, des hommes, des filles et des garçons en matière de sécurité alimentaire et de nutrition puissent mieux être pris en compte.				Moyen	Décembre 2024
5.3	Le PAM devrait élaborer une stratégie et un plan d'action consacrés aux questions transversales devant être prises en compte dans le cadre des activités menées au titre de l'ensemble des effets directs du plan stratégique de pays.				Moyen	Juin 2024

	Recommandation	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
5.4	Le PAM devrait communiquer davantage avec les bénéficiaires pour leur expliquer les critères de ciblage et les modalités d'assistance, leur communiquer le calendrier de l'assistance et leur rendre compte des actions menées. Il lui faut établir à leur intention un mécanisme de réclamation se rapportant au ciblage (permettant de remédier aux erreurs d'inclusion et d'exclusion).				Élevé	Décembre 2023
5.5	Le PAM devrait s'employer à réduire l'empreinte environnementale de ses opérations en Haïti, notamment en mettant en place un système de suivi des risques environnementaux pour les programmes et les projets.				Moyen	Décembre 2024

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
COVID-19	pandémie de maladie à coronavirus 2019
ODD	objectif de développement durable
PIB	produit intérieur brut
PNPPS	Politique nationale de protection et de promotion sociales
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition